

**FORMULAIRE DE DEMANDE**

**DU STATUT**

**« CASABLANCA FINANCE CITY »**

|  |  |
| --- | --- |
| **Dénomination sociale de l’entreprise postulante :** |  |
| **Date d’envoi du formulaire signé :** |  |

SOMMAIRE

[**I. INTRODUCTION 3**](#_Toc504483211)

[A QUI S’ADRESSE CE FORMULAIRE ? **3**](#_Toc504483212)

[ENVOI DU FORMULAIRE **3**](#_Toc504483213)

[**II. DECLARATION ET CONSENTEMENT 4**](#_Toc504483214)

[**III. INFORMATIONS GENERALES 6**](#_Toc504483215)

[**IV. CATEGORIE DE STATUT CFC 10**](#_Toc504483216)

[**V. STRATEGIE ET ACTIVITES DE L’ENTREPRISE POSTULANTE 11**](#_Toc504483217)

[**VI. ANTECEDENTS DE L'ENTREPRISE POSTULANTE 12**](#_Toc504483218)

[**VII. INDIVIDUS 13**](#_Toc504483219)

[**VIII. LISTE DES DOCUMENTS A JOINDRE 16**](#_Toc504483220)

[**ANNEXE 1 : ENGAGEMENTS RELATIFS AU STATUT CFC 18**](#_Toc504483221)

[ANNEXE 2 : QUESTIONNAIRE DE COLLECTE](#_Toc504483222) [DES BESOINS DE LOCATION DE BUREAUX 19](#_Toc504483223)

[ANNEXE 3 : GRILLE DES FRAIS ANNUELS RELATIFS AU STATUT CFC 20](#_Toc504483224)

# **INTRODUCTION**

Créée en 2010 sous l’impulsion de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, la place financière à vocation panafricaine Casablanca Finance City (CFC) est née d’une volonté forte : celle d’offrir aux investisseurs internationaux et grands acteurs de l’économie mondiale un point d’entrée stable et pérenne vers les économies africaines et une plateforme d’investissement aux meilleurs standards qui favorise leurs investissements et leurs activités dans le continent.

L’écosystème CFC s’articule autour de 4 catégories d’entreprises : les institutions financières, les prestataires de services professionnels, les sièges régionaux de multinationales et les sociétés de prise de participations ou « holdings ». Ces quatre catégories forment un ensemble équilibré fournissant des services à haute valeur ajoutée, complémentaires et indispensables au bon fonctionnement et au développement de l’écosystème CFC. Ces entreprises ont toutes un point fort en commun : une vocation et un enthousiasme affirmés pour l’Afrique, et une réelle ambition de contribuer à son essor économique et de saisir les innombrables opportunités qu’elle a à offrir.

Reconnue comme la place financière de référence en Afrique, et partenaire des plus grands centres financiers internationaux, CFC a réussi à constituer une forte communauté de membres composée d’entreprises financières, de sièges régionaux de multinationales, de prestataires de services et de holdings. CFC a également développé une notoriété positive et solide comme un acteur institutionnel de premier plan tant au niveau régional qu’international.

Casablanca Finance City est régie par un cadre légal dédié, composé de la Loi 44-10 relative au Statut CFC, telle que modifiée et complétée par la Loi 68-12, et son décret d’application. Ladite loi crée le « Statut Casablanca Finance City » qui est un label donnant accès à une proposition de valeur attractive, et définit ses conditions d’éligibilité. Le statut CFC est accordé par la Commission CFC qui est présidée par le Ministre de l’Economie et des Finances, et composée de représentants de la Banque Centrale du Maroc, de la Direction du Trésor et des Finances Extérieures, de l’Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC), de l’Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS) et de Casablanca Finance City Authority (CFC Authority).

A QUI S’ADRESSE CE FORMULAIRE ?

Le présent formulaire s’adresse à toute entreprise désirant faire la demande du « Statut CFC » pour exercer une ou plusieurs activités éligibles conformément à la loi 44-10 telle que modifiée et complétée par la loi 68-12 et à son décret d'application. L’entreprise remplissant ce formulaire aura comme unique interlocuteur CFC Authority. La liste des documents à joindre au présent formulaire est détaillée dans la section VIII.

ENVOI DU FORMULAIRE

Le formulaire doit être **envoyé avec tous les documents requis uniquement par courrier électronique à l’équipe du business développement. Les pages 5 et 15 devront être signées, scannées et jointes au dossier de demande du statut CFC.** Les demandes envoyées en format papier ne seront pas examinées.

**RESPECT DES DONNEES PERSONNELLES**

Toutes les informations et données fournies dans le cadre de la présente demande de statut CFC sont confidentielles et seront utilisées exclusivement par CFC Authority et les autres organismes membres de la Commission CFC chargée de l’octroi du statut CFC, pour réaliser les finalités arrêtées par la présente demande. Leur traitement et utilisation par les organismes précités se fera conformément aux dispositions de la Loi 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel. En aucun cas, les informations et données fournies ne seront partagées avec les tiers ou rendus publiques sans le consentement écrit préalable de l’entreprise postulante.

# **DECLARATION ET CONSENTEMENT**

**II. 1 DECLARATION DES PERSONNES AUTORISEES**

Je déclare ce qui suit :

* + - **Je dispose du pouvoir de remplir cette demande de statut CFC au nom de l'entreprise postulante** ;
		- **L'entreprise postulante a pris parfaite connaissance des dispositions de la loi 44-10 telle que modifiée et complétée par la loi 68-12 et de son décret d’application, notamment :**
* **Les dispositions relatives aux activités éligibles de la catégorie du statut CFC à laquelle l’entreprise postule à travers le présent formulaire ;**
* **Les dispositions relatives aux obligations auxquelles sont tenues les entreprises ayant le statut CFC ;**
	+ - **L'entreprise postulante s’engage à accepter et respecter toutes les obligations relatives au statut CFC détaillées en annexe 1 ;**
		- **L’entreprise postulante s’engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la loi 43-05 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux ;**
		- **Tous les renseignements fournis dans ce formulaire de demande (y compris toute pièce** **jointe) sont exacts et complets, au meilleur de ma connaissance, de ma compréhension et de mon opinion, et suite à toutes les vérifications raisonnables ;**
		- **Si, à tout moment après cette déclaration, je prends connaissance d’un changement important dans les renseignements fournis (y compris les pièces jointes) qui pourrait affecter sensiblement l'évaluation de cette demande, je m'engage à en informer Casablanca Finance City Authority (et toute autorité de régulation concernée), par écrit et dans les plus brefs délais.**

**II. 2 CONSENTEMENT DES PERSONNES AUTORISEES**

Je reconnais qu'il peut s'avérer nécessaire pour Casablanca Finance City Authority d'obtenir des renseignements auprès des autorités de régulation, des organismes d'application de la loi ou d'autres personnes (que ce soit au Maroc ou ailleurs) en vue d'examiner et d’évaluer cette demande avec précision.

En conséquence, je reconnais que CFC Authority peut obtenir tous les renseignements nécessaires auprès de tierces parties que CFC Authority estime utiles aux fins de l'examen et l'évaluation de la présente demande.

**IMPORTANT**

**Le fait de fournir sciemment ou imprudemment des informations fausses ou trompeuses à CFC Authority ou à des organismes qui exercent une fonction pour le compte de CFC Authority constitue une infraction à la loi relative au statut CFC, à son décret d'application et au Code de déontologie de CFC.**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom et fonction du signataire autorisé 1** | **Nom :****Fonction :**  |
| **Date (JJ/MM/AAAA)** |  |
| **Signature** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom et fonction du signataire autorisé 2** | **Nom :****Fonction :** |
| **Date (JJ/MM/AAAA)** |  |
| **Signature** |  |

**Veuillez joindre le "procès-verbal" ou autre preuve similaire autorisant chacune des personnes signataires à remplir cette demande au nom de l'entreprise postulante.**

# **INFORMATIONS GENERALES**

|  |
| --- |
|  **IDENTIFICATION DE L’ENTITE POSTULANTE****Si l’entreprise postulante est en cours de création, veuillez le préciser dans III.6 et remplir uniquement l’information disponible** |
| **III.1 Dénomination sociale** |  |
| **III.2 Dénomination commerciale (si différente)** |  |
| **III.3 Forme juridique** **(si l’entreprise postulante est une succursale ou un centre de coordination, veuillez répondre également aux questions III.19 à III.24)** |  **Centre de coordination****Succursale****Société de droit local (préciser la forme SA, SARL, SARLAU, SAS, …) :**  |
| **III.4 Si l’entreprise postulante est une succursale ou un centre de coordination, veuillez préciser si elle agira en tant que bureau de représentation pour le compte de sa maison mère** |  **OUI** **NON** |
| **III.5 Capital social (si applicable)** |  |
| **III.6 Lieu et date de constitution (JJ/MM/AAAA)** |  |
| **III.7 Date effective ou prévisionnelle de début de l’activité** |  |
| **III.8 Numéro de registre du commerce** |  |
| **III.9 Identifiant fiscal** |  |
| **III.10 Adresse du siège social** |  |
| **III.11 Adresse de l’établissement principal (si différent du siège social)** |  |
| **III.12 Est-ce que l'entreprise postulante envisage d’exercer ses activités à partir d’une autre adresse au Maroc (qu’elle soit au sein ou en dehors de Casablanca) ?** **Si oui, veuillez fournir la liste de ces adresses** |  |
| **III.13 Principaux N° de tél et fax de l’entreprise postulante** | **Téléphone :****Fax :** |
| **III.14 Adresse du site internet (si applicable)** |  |
| **III.15 Veuillez fournir des renseignements sur tout organisme professionnel auquel l'entreprise postulante est associée et / ou par lequel elle est réglementée (si applicable)** |  |
| **III.16 Veuillez fournir des renseignements sur tous codes de pratique, d'éthique ou de règles auxquels l'entreprise est tenue de se conformer.** |  |
| **III.17 Veuillez énumérer toutes les personnes qui siègent ou qui siègeront dans l'organe directeur de l'entreprise postulante pour une SA, ou le(s) gérant(s) pour une SARL, ou le(s) représentant(s) pour un bureau de représentation / succursale.** |  |
| **III.18 Veuillez fournir des détails sur tous les propriétaires majoritaires de l'entreprise, y compris le nom, le pourcentage de participation et les activités principales.** **Si l'entreprise postulante fait partie d'un groupe, veuillez fournir une présentation détaillée du groupe (organigramme, actionnaires, chiffres clés, principales activités, …)** |  |
| **Si l’entreprise postulante est une succursale ou un centre de coordination, veuillez fournir les informations ci-dessous relatives à l’entité à laquelle elle est rattachée :**

|  |  |
| --- | --- |
| **III.19 Dénomination sociale** |  |
| **III.20 Forme juridique** |  |
| **III.21 Lieu et date de constitution (JJ/MM/AAAA)** |  |
| **III.22 Adresse du siège social** |  |
| **III.23 Principaux N° de tél et fax**  | **Téléphone :****Fax :** |
| **III.24 Adresse du site internet (si applicable)** |  |

**PERSONNE DESIGNEE COMME PRINCIPAL CONTACT POUR CETTE DEMANDE** |
| **III.25 Nom et prénom** |  |
| **III.26 Fonction exacte** |  |
| **III.27 Tél et adresse électronique** | **Téléphone :****Email :**  |
| **III.28 Adresse de bureau (si différente de l’adresse de l’établissement principal de l’entreprise)** |  |
|  **III.29 Mode de contact préféré**  |  |

|  |
| --- |
| **CONSEILLER PROFESSIONNEL (si applicable)** |
| **III.30 Nom de l'entreprise du conseiller professionnel et du principal contact**  |  **Nom entreprise :****Contact principal :** |
| **III.31 Numéro de téléphone et email du principal contact** | **Téléphone :** **Email :**  |
| **III.32 L'entreprise postulante désire-t-elle que CFC Authority adresse une copie du courrier de réponse au conseiller professionnel ?**  | **Oui Non** |
| **COMMISSAIRE AUX COMPTES (si applicable)** |
| **III.33 Nom du cabinet d'audit** |  |
| **III.34 Adresse postale** |  |
| **III.35 Nom du responsable de la relation avec l'entreprise postulante au sein du cabinet d’audit** |  |
| **III.36 Numéros de téléphone et de fax du partenaire d'audit** | **Téléphone :** **Email :** |
| **III.37 Adresse électronique du partenaire d'audit** |  |
| **III.38 Date de désignation du commissaire aux comptes (JJ/MM/AAAA)** |  |
| **III.39 Le commissaire aux comptes est-il un cabinet ayant le statut CFC ?** | **Oui Non** |
| **III.40 Est-ce que l'entreprise postulante a fourni une copie de la lettre d'engagement ?** | **Oui Non** |
| **III.41 Si une copie de la lettre d'engagement n'est pas encore disponible, veuillez confirmer si l'entreprise postulante fera partie du périmètre des audits externes et préciser quand sera-t-elle auditée, y compris la fréquence actuelle.** |  |
| **III.42 L'entreprise postulante a-t-elle changé d'auditeur au cours des 5 dernières années ? Si oui, veuillez fournir des renseignements sur le commissaire aux comptes précédent, la durée de son mandat et les raisons ayant présidé à la fin de sa nomination.** | **Oui Non** |

#

# **CATEGORIE DE STATUT CFC**

**Veuillez cocher la catégorie du statut CFC pour laquelle la demande est faite, et préciser la nature des activités envisagées sous cette catégorie de statut CFC**

1. **ENTREPRISE FINANCIERE**

Veuillez préciser la sous-catégorie\* de statut CFC :

**Etablissement de crédit**

**Entreprise d’assurance et/ou de réassurance**

**Société de courtage en assurance / réassurance**

**Institution opérant dans le secteur de la gestion d’actifs**

**Prestataire de services d’investissement**

(\*) se référer à la loi 44-10 pour la définition des services éligibles à chacune des sous-catégories susmentionnées.

**Veuillez préciser si un agrément ou une autorisation a été accordé à l'entreprise postulante par une autorité de régulation nationale ou internationale, la date d'octroi de l'agrément et l'autorité compétente (joindre une copie de l'agrément ou de l’autorisation).**

1. **PRESTATAIRE DE SERVICES PROFESSIONNELS**

Veuillez préciser tous le(s) types de service(s) envisagé(s) :

1. **SIEGE REGIONAL**
2. **HOLDING**

# **STRATEGIE ET ACTIVITES DE L’ENTREPRISE POSTULANTE**

|  |  |
| --- | --- |
| **V.1 Veuillez expliquer dans quelle mesure la stratégie de l’entreprise épouse la vocation régionale de CFC en Afrique.** **Veuillez fournir tout élément permettant d’apprécier la vocation régionale (historique de l'entreprise, opportunités de marché, objectifs d'affaires et structure envisagée au sein de CFC ...).** |  |
| **V.2 Veuillez énumérer la gamme d'activités et de services que l’entreprise envisage de mener sous le statut CFC et le type de clients ciblés** |  |
| **V.3 Veuillez donner des informations sur toute(s) activité(s) similaire(s) que l'entreprise postulante aurait menées récemment (y compris les clients, partenaires, marchés ciblés etc.), et préciser les pays où ces activités ont eu lieu.** |  |
| **V.4 Y a-t-il eu des réunions ou des discussions avec CFC Authority concernant les activités proposées ?****Si « oui », veuillez fournir plus de détails ; Si la réponse est "Non", veuillez expliquer pourquoi** | **Oui** **Non** |

# **ANTECEDENTS DE L'ENTREPRISE POSTULANTE**

**Veuillez cocher pour chaque question “OUI” ou “NON” dans la case appropriée**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **OUI** | **NON** |
| **VI.1 Est-ce que l'entreprise postulante ou l’un de ses dirigeants, ou toute entité s'y rattachant ou l'un de ses dirigeants, font actuellement l'objet ou ont fait auparavant l'objet d'une enquête publique, réglementaire, civile ou pénale, ou ont été impliqués dans une quelconque procédure disciplinaire ?** |  |  |
| **VI.2 Est-ce que l'entreprise postulante ou l'un de ses dirigeants, ou toute entité s’y rattachant ou l'un de ses dirigeants, font actuellement l'objet ou ont fait auparavant l'objet d'une quelconque pénalité, sanction, amende ou ordonnance disciplinaire de la part d'un département ou organisme gouvernemental ?** |  |  |
| **VI.3 Est-ce que l'entreprise postulante ou toute entité s'y rattachant dans un quelconque pays ou juridiction, ont-elles été dissoutes, mises en liquidation, cessé toute activité, mises sous séquestre ou placées sous administration, ou négocié une entente avec leurs créanciers ?** |  |  |
| **VI.4 L'entreprise postulante ou toute entité s'y rattachant ont-elles des jugements à leur encontre ?** |  |  |
| **VI.5 L’entreprise postulante ou toute entité s'y rattachant ont-elles jamais eu une licence révoquée ou refusée par une autorité de réglementation à l'étranger ?** |  |  |
| **VI.6 Avez-vous connaissance d'autres questions concernant l'entreprise postulante dont CFC Authority devrait raisonnablement prendre connaissance lors de l'examen de cette demande ?** |  |  |
| **VI.7 Si l'entreprise postulante a répondu "Oui" à l'une des questions de cette section, veuillez préciser en détail ci-dessous les circonstances et l'issue du point concerné, et joindre tout document approprié en lien avec cette question :** |  |

# **INDIVIDUS**

**Cette section doit être remplie et signée par les personnes occupant une fonction de « Directeur Général » ou de « Gérant » au sein de l'entreprise postulante.**

|  |  |
| --- | --- |
| **VII.1 Intitulé exact du poste de la personne au sein de l'entreprise postulante** |  |
| **VII.2 Titre (Mr./Mme)** |  |
| **VII.3 Nom** |  |
| **VII.4 Prénom (s)** |  |
| **VII.5 Date et lieu de naissance (JJ/MM/AAAA)** |  |
| **VII.6 Nationalité (s)** |  |
| **VIII.7 Numéro de la carte d'identité nationale (pour les ressortissants marocains) OU****Numéro de passeport (pour les ressortissants étrangers)****Veuillez joindre une copie du document** |  |
| **VII.8 Numéro(s) de téléphone** | **(+212)****(+212)** |
| **VII.9 Adresse(s) électronique(s)** |  |
| **VII.10 Quelles sont les expériences professionnelles ainsi que les formations académiques supérieures/qualifications dont dispose la personne ?** **Veuillez joindre un CV détaillé de la personne**  |  |

**PRIERE DE REPONDRE A L’ENSEMBLE DES QUESTIONS CI-APRES :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **OUI** | **NON** |
| **1. La personne a-t-elle déjà été condamnée ou reconnue coupable d'une infraction liée à la fraude, au vol, au faux en écritures comptables, à des infractions fiscales graves, à la malhonnêteté, au blanchiment d'argent, à la manipulation de marché, à des délits d'initié ou à tout autre crime lié au secteur financier ?** |  |  |
| **2. Est-ce que la personne a auparavant été empêchée d'accéder à, révoquée de ou sollicitée de démissionner de toute profession, poste ou emploi, poste de confiance ou fonction fiduciaire, qu'ils soient rémunérés ou non ?** |  |  |
| **3. A-t-on déjà refusé, restreint ou suspendu à la personne concernée le droit d'exercer une activité commerciale, métier ou profession pour laquelle une licence, un enregistrement, une autorisation ou autres agréments particuliers sont nécessaires ?** |  |  |
| **4. Est-ce qu'un tribunal ou un régulateur de la juridiction compétente a auparavant empêché la personne d'agir en qualité de membre de conseil d'administration ou de toute autre capacité de gestion de toute compagnie, société ou autre entité juridique ?** |  |  |
| **5. La personne a-t-elle fait l'objet d'un blâme, d'une dénonciation, suspension, expulsion, amende, procédure d’enquête, d'intervention ou disciplinaire de la part d'un régulateur à l'étranger, d'une autorité gouvernementale ou autre autorité de régulation ou d'autoréglementation, ou un organisme similaire ?** |  |  |
| **6. Est-ce que dans un quelconque pays ou juridiction, une compagnie, société ou autre entité juridique a été liquidée, mise en liquidation, cessé d'activité, mise sous séquestre ou sous administration ou négocié un règlement avec ses créanciers au moment où la personne concernée était un administrateur, associé ou autrement impliqué dans la gestion de cette entité ou dans un délai d'une année avant la dissolution de cette société ?** |  |  |
| **7. La personne a-t-elle fait l'objet d'une décision défavorable rendue par un tribunal de juridiction compétente dans une affaire de fraude, faute professionnelle, commerce illicite ou autre inconduite ?** |  |  |
| **8. Est-ce que la personne a été impliquée dans la gestion d’une entreprise, société ou entité juridique ayant fait l'objet d'une enquête pour mauvaise pratique ou conduite ?** |  |  |
| **9. La personne a-t-elle fait l'objet auparavant de procédures disciplinaires ordonnées par un organisme gouvernemental, institution ou autre, organisme d'autoréglementation ou organisation professionnelle ?** |  |  |
| **10. La personne a-t-elle fait l'objet d'une plainte officielle en rapport avec des activités permises qui concernent sa moralité, sa compétence ou sa solidité financière ?** |  |  |
| **11. La personne a-t-elle déjà enfreint une disposition de la législation des services financiers, une règle, un code de pratique ou un principe ou toute autre norme stipulée ou adoptée par un organisme de régulation à l'étranger ou autre organisme similaire ?** |  |  |

**RENSEIGNEMENTS SUPPLEMENTAIRES**

**Si la personne a répondu par "Oui" à l'une des questions ci-dessus, veuillez fournir plus de détails dans l'espace ci-dessous.**

**Si vous avez besoin de plus d'espace, prière de joindre des pages supplémentaires selon le besoin.**

**DECLARATION**

**Je certifie que les renseignements donnés sont véridiques, exacts et complets au meilleur de ma connaissance et de mon opinion. Je comprends que c'est une violation des lois et des règles de CFC de fournir sciemment ou imprudemment à CFC Authority des informations fausses, trompeuses ou mensongères, ou de dissimuler des renseignements, lorsque cette dissimulation est de nature à induire en erreur ou tromper CFC Authority.**

**CFC Authority se réserve le droit d'examiner le formulaire et/ou de me contacter dans le but de recueillir de plus amples informations à l'appui de cette demande.**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom et fonction de la personne exerçant la fonction enregistrée** | **Nom:** **Fonction:** |
| **Date (JJ/MM/AAAA)** |  |
| **Signature** |  |

# **LISTE DES DOCUMENTS A JOINDRE**

DOCUMENTS A JOINDRE POUR LA DEMANDE DU STATUT CFC (format électronique)

|  |  |
| --- | --- |
| **Document** | **Cochez si inclus** |
| **Acte constitutif (ou celui de l’entité à laquelle l’entreprise est rattachée dans le cas d’une succursale ou d’un centre de coordination)** |  |
| **Certificat négatif (si l'entreprise est en cours de constitution)** |  |
| **Immatriculation au registre de commerce** |  |
| **Bulletin de notification des identifiants ou de l’identifiant fiscal**  |  |
| **Liasse fiscale des 3 derniers exercices pour les entreprises déjà existantes** |  |
| **Présentation détaillée du groupe ou de la maison mère (organigramme, actionnaires, chiffres clés, principales activités, présence géographique, …)** |  |
| **PV ou autre preuve similaire autorisant chacune des personnes signataires à remplir cette demande au nom de l'entreprise postulante** |  |
| **Copie de la lettre de mandat du commissaire aux comptes (si applicable, voir section 3)** |  |
| **Copie de(s) agrément(s) accordé(s) à l'entreprise postulante par une autorité de régulation nationale ou internationale (si applicable)** |  |
| **Copie des pages appropriées des passeports (ou CIN pour les marocains) et CV détaillés des personnes occupant les fonctions de « Directeur Général » ou de « Gérant » (voir section 7)** |  |
| **Des renseignements supplémentaires (en pièces jointes) au cas où l'entreprise aurait répondu "Oui" à l'une des questions relatives aux individus (voir section 7)** |  |
| **Le formulaire de règlement des frais d'instruction de dossier de statut CFC, dûment rempli et signé (voir page 17)** |  |

**PIECES POUR LE DOSSIER DE CREATION JURIDIQUE (SA/SARL) SI L’ENTREPRISE N’EST PAS ENCORE CREEE ET SOUHAITE BENEFICIER DE L’ACCOMPAGNEMENT DE CFC AUTHORITY**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **SA** | **SARL** |
| Formulaire unique Personne Morale | x | x |
| Certificat négatif (\*) | x | x |
| Justificatif de domiciliation (\*\*) | x | x |
| Statuts enregistrés | Ou | x |  |
| Statuts non enregistrés (\*\*\*) | x |
| PV de nomination du président, commissaire aux comptes, administrateurs enregistrés | Ou | x |  |
| PV de nomination du président, commissaire aux comptes, administrateurs non enregistrés |  |
| PV de désignation du gérant enregistré | Ou |  | x |
| PV de désignation du gérant non-enregistré |
| CIN du gérant (Passeport si non-marocain) | x |
| CIN des personnes liées à l'administration (passeport si non marocain) | x |  |
| Attestation de blocage du capital | x | x(si capital >= 100 000 DH) |
| Liste des souscripteurs mentionnant le nombre d'actionssouscrites et les sommes versées | x |  |
| Bulletin des souscripteurs (pour chaque associé) | x |
| Déclaration de souscription et de versement | x |
|  **Si personne morale associée** |  |
| Société marocaine : modèle 7 ou RCSociété étrangère : Certificat d'immatriculation (\*\*\*\*) | Ou | x | x |

(\*) Le certificat négatif peut être demandé au CRI (guichet OMPIC)

(\*\*) Acte de propriété, contrat de bail ou attestation de domiciliation auprès d'une personne morale

(\*\*\*) Cosignés par le commissaire aux comptes pour la SA uniquement (\*\*\*\*) plus la traduction en français ou en arabe

**Formulaire de paiement des frais de dossier du statut CFC**

Ce formulaire de paiement doit accompagner votre dossier de demande du statut CFC. Votre demande de statut **ne sera recevable que si le paiement effectif des frais d’instruction de dossier est réalisé dans les 10 jours ouvrables suivant la date de dépôt dudit dossier.**

**Etapes à suivre:**

1. Définir le montant des frais de dossier applicable en vous référant à la grille ci- dessous :

|  |  |
| --- | --- |
| **Catégorie de statut CFC** | **Frais d'instruction de dossier (en $ TTC), non remboursables (1)** |
| **Statut CFC** | **Statut CFC & agrément/autorisation (2)** |
| **Entreprise financière (EF)**  |   |
| **Etablissement de crédit** | **4000** | **5500** |
| **Entreprise d'assurance ou de réassurance** | **4000** | **5500** |
| **Institution opérant dans le secteur de la gestion d’actifs** | **4000** | **5500** |
| **Courtier d'assurance et/ ou de réassurance** | **4000** | **5500** |
| **Prestataire de services d'investissement** | **4000** |  |
| **Prestataire de services professionnels (PS)** | **4000** |  |
| **Siège régional (HQ)** | **4000** |  |
| **Holding** | **4000** |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Entité ayant une activité de liaison/représentation (3)****(toutes catégories de statut CFC confondues)** | **3000** | **4500** |

1. Montants exprimés en USD, payés en MAD. Le taux de change USD/MAD applicable est celui de la date de paiement*.*
2. Applicable uniquement aux entreprises financières ayant besoin d’un agrément pour l’exercice de leurs activités, et aux bureaux de représentation ayant besoin d’une autorisation de la part d’une autorité financière. Non applicable aux entreprises déjà agréées avant la demande du statut CFC.
3. Entité n’ayant pas vocation à générer un chiffre d’affaires local et ayant comme seul revenu un budget de fonctionnement du groupe.

 **Montant des frais à payer (USD) :**

1. **Cochez l’option correspondant à la méthode de paiement** (en MAD) :

**Virement à :**

|  |  |
| --- | --- |
| BANK | ATTIJARI WAFABANK |
| COUNTRY | MOROCCO |
| CITY | CASABLANCA |
| SWIFT CODE | BCMA MA MC |
| NUMERO DE COMPTE | 007 780 0000288000003381 23 |

**Chèque à l’ordre de “Casablanca Finance City Authority”**

1. Prière de **transmettre par email votre dossier de demande de statut CFC** ainsi que votre **attestation de virement** (précisant le nom de l’entreprise postulante) ou **la copie du chèque** à l’équipe du business développement.

# **ANNEXE 1 : ENGAGEMENTS RELATIFS AU STATUT CFC**

Toute entreprise qui postule au statut CFC doit prendre parfaite connaissance des obligations légales du statut CFC définies par la loi 44-10 relative au statut CFC telle qu’amendée et complétée par la loi 68-12 et son décret d’application. L’acceptation et le respect de ces obligations est une condition nécessaire pour l’acquisition et la conservation du statut CFC, et leur non-respect peut conduire au retrait dudit statut (Article 15 de la loi 44-10 telle qu’amendée et modifiée par la loi 68-12).

**CES OBLIGATIONS SE PRESENTENT COMME SUIT :**

* Pour les entités de droit local autres que les SA, **l’engagement d’augmenter le capital social à hauteur de 300 KMAD minimum dans un délai de 3 mois** à compter de la date de notification de l’octroi du statut CFC ;
* Pour les statuts CFC accordés « sous réserve de création de l’entité », **l’engagement de finaliser les démarches de création juridique de l’entité dans un délai de 3 mois** à compter de la date de notification de l’octroi du statut CFC ;
* **L’engagement de transférer à horizon 2020 le siège et l’ensemble des activités et effectifs de l’entreprise ayant le statut CFC sur la zone dédiée à Casablanca Finance City**;

**Dans l’attente de transférer son siège sur le site de CFC, l’entreprise CFC a l’obligation d’exercer ses activités sur le territoire de la préfecture de Casablanca ;**

* **Le paiement des frais annuels relatifs au statut CFC** (voir en annexe la grille des frais annuels en vigueur).

A noter que CFC Authority se réserve le droit de réviser la grille des frais annuels du statut CFC. Auquel cas, l’entreprise ayant le statut CFC sera notifiée par CFC Authority et la nouvelle grille prendra effet dès le 1er janvier de l’année suivant l’année de révision des frais annuels.

* **L’envoi à CFC Authority d’un rapport annuel portant sur l’exercice précédent de l’entreprise**. Le rapport annuel doit être envoyé avant le 31 mars de l’année en cours et devra être établi selon le modèle prédéfini et transmis par CFC Authority. Pour toutes les sociétés dont l’exercice social est clos le 30 juin, un rapport intermédiaire établi sur la base des données disponibles à date sera envoyé avant le 31 mars de l’année en cours, et le rapport final avec les états financiers (certifiés si nécessaire) envoyés dès que l’exercice social est clôturé.
* **L’acceptation du code de déontologie de Casablanca Finance City** (disponible sur [www.casablancafinancecity.com](http://www.casablancafinancecity.com)) ;
* **La notification de CFC Authority en cas de changement important au sein de l’entreprise** ayant acquis le statut CFC ou en cas de changement des conditions au vu desquelles ledit statut a été octroyé.

|  |
| --- |
| **CONTACT PRINCIPAL POUR LE VOLET IMMOBILIER** |
| Nom, Prénom |  |
| Fonction |  |
| Téléphone |  |
| E-mail |  |
|  |  |
| **BAIL ACTUEL** |
| Adresse |  |
| Date de signature du bail |  |
| Période de renouvellement |  |
| Nombre de mètres carrés |  |
|  |  |
| **BESOINS EN MATIERE DE LOCATION DE BUREAUX** |
| Il est recommandé pour remplir cette section de prendre en considération l’évolution future des effectifs de l’entreprise, et d’intégrer éventuellement les besoins des autres entités appartenant au même groupe et bénéficiant aussi du statut CFC. |
| Superficie min envisagée |  |
| Superficie max envisagée |  |
| Effectif min envisagé |  |
| Effectif max envisagé |  |
| Contraintes particulières |  |
| **OPTION D’ESPACE DE TRAVAIL PARTAGE** |
| Seriez-vous intéressés par une offre de location d’espace de travail ? |  |
| Si oui, de combien de postes de travail ou de mètres carrés auriez-vous besoin? |  |

## **ANNEXE 2 : QUESTIONNAIRE DE COLLECTE**

## **DES BESOINS DE LOCATION DE BUREAUX**

## **ANNEXE 3 : GRILLE DES FRAIS ANNUELS RELATIFS AU STATUT CFC**

|  |  |
| --- | --- |
| **Catégorie de statut CFC** | **Frais annuels (1) (en $ TTC)** |
| **Entreprise financière (EF)**  |   |
| Etablissement de crédit | **12 000** |
| Entreprise d'assurance ou de réassurance | **12 000** |
| Institution opérant dans le secteur de la gestion d’actifs | **8 000** |
| Courtier d'assurance et/ ou de réassurance | **8 000** |
| Prestataire de services d'investissement | **8 000** |
| **Prestataire de services professionnels (PS)** |
| 1 à 25 employés | **4 000** |
| Plus de 25 employés | **8 000** |
| **Siège régional (HQ)** | **5 000** |
| **Holding** | **5 000** |

|  |  |
| --- | --- |
| **Entité ayant une activité de liaison/représentation (2) (toutes catégories de statut CFC confondues)** | **3 000** |

1. Montants exprimés en USD, payés en MAD. Le taux de change USD/MAD applicable est celui de la date de paiement ;
2. Entité n’ayant pas vocation à générer un chiffre d’affaires et ayant comme seul revenu un budget de fonctionnement du groupe.